

LA VÉRITÉ

Organe du Parti Ouvrier Internationaliste (IV^e Internationale)

Dans toute l'Europe

LE FRONT OUVRIER IMPOSERA LA PAIX

"Bandiera rossa !"

LES travailleurs du monde entier ont salué avec joie et espoir le "débarquement" de Mussolini. Ainsi, le renégat du socialisme, le sanglant apôtre des chemises noires, le bourreau qui, pendant 20 ans, réduisit la classe ouvrière au silence, est tombé. Il est tombé sans gloire, escamoté comme un vulgaire président du Conseil. Le tout puissant, le prestigieux Duce, bon dieu que bénissait la réaction internationale, le modèle vivant des Maurras, La Rocque, Bucard, Franco, Bénès, Dollfuss, le précurseur d'Hitler a disparu comme dans une trappe.

Qui donc l'a remercié sans même lui donner ses huit jours ? Ses maîtres, les gros industriels et les propriétaires des grands domaines italiens, ceux qu'il a sauvés en 1921, et qui ont entraîné avec lui le peuple italien dans cette guerre. *L'aventure tournant mal, le mouvement ouvrier grandissant derrière la défaite inévitable, la bourgeoisie italienne change ses batteries. Elle se rejette du côté des plus forts, liquide Mussolini et propose à Roosevelt ce qu'elle a sous la main : Badoglio.*

Hitler supplie et menace en vain. Les jeux sont faits. L'Italie capitulera. Autour du Pape, grand ordonnateur de ce genre de cérémonies, les diplomates s'affairent, marchandant la paix. épluchent ses conditions économiques et politiques, tâtent le pouls du nouveau gouvernement italien.

Car signer la paix n'est pas si aisé que le biffin l'imagine. Et Roosevelt a posé ses conditions : il faut que l'armée italienne se range aux côtés des Alliés ; il faut que l'ordre règne en Italie. Pensez donc ! L'industriel américain qui attend à la porte et souffle ses consignes aux marionnettes diplomatiques, ne se soucie pas de placer ses capitaux dans une usine en grève. Pensez donc ! Londres et Washington ne se soucient pas

de traiter avec "l'anarchie", c'est-à-dire avec les travailleurs italiens révoltés. *Ces grands démocrates veient à Rome un pouvoir fort qui assure l'exécution de leurs combinaisons militaires.* Sans doute Badoglio fait-il tout ce qu'il peut : état de siège, retrait des troupes partout où cela est possible, menaces contre les grévistes, appels à l'Union Nationale, etc... Mais le malheureux vieillard n'est décidément pas à la hauteur. Alors les pourparlers traînent. Et les hommes tombent pendant que l'on marchande ce qui restera de leur peau. Radio-Londres salue avec émotion les courageux manifestants de Milan, de Turin, de Rome, cite les appels des organisations ouvrières ressuscitées. Et, pour bien montrer qu'on ne les oublie pas, la R.A.F. choisit comme objectifs les quartiers ouvriers de Milan, où les travailleurs font, depuis deux semaines, une grève d'une demi-heure par jour pour manifester leur volonté de paix ! Milan, où se constituent les premiers Comités d'ouvriers et de soldats !

Le peuple italien veut la paix

Débarassé d'un tyran, il s'aperçoit qu'il pèse pour rien dans les préoccupations du "démocrate" et "pacifiste" Roosevelt. Le peuple italien n'a rien à attendre des "libérateurs" de l'Europe. Les soldats qui désertent l'armée de Sicile, ceux qui partent de France en chantant, les grévistes de Turin et de Milan veulent la paix. Ils l'obtiendront en ne comptant que sur eux-mêmes et sur la solidarité internationale des travailleurs. *Le limogeage de Mussolini est une première victoire, due à leur hostilité sourde et tenace. Le Front Ouvrier italien balaira Badoglio, continuateur de la guerre impérialiste pour le compte de l'Axe. Elle barrera la route à Roosevelt, champion des conquêtes impérialistes des alliés.*

P. O. I.

EN BELGIQUE

DU FRONT OUVRIER AUX COMITÉS D'USINE

Malgré l'occupation nazie, le prolétariat belge n'a pas cessé de faire la preuve de sa combativité et de sa cohésion. Les dernières grèves de Liège et de Charleroi avaient enlevé aux ouvriers les illusions qu'ils conservaient dans la possibilité d'une action strictement syndicale, et qui, au travers de ces grèves, leur était apparue comme désormais stérile ou dangereuse. Dans les luttes où ils continuent de mener depuis contre les négriers allemands et belges, tous, travailleurs isolés ou organisés, se sont rassemblés en un seul Front Ouvrier ; ils en arrivent maintenant à la constitution de véritables conseils d'usine (soviets), bases du pouvoir ouvrier de demain.

À Liège, dans l'usine Coqueril, qui groupe environ 10.000 ouvriers, les mouvements incessants et presque toujours victorieux à propos des questions du ravitaillement et des départs en Allemagne, avaient conduit les patrons à lâcher du lest : reprenant la formule démocratique des Comités Sociaux de Pétain-Laval, ils avaient institué des "Comités consultatifs" de représentants ouvriers. Mais ces représentants étaient nommés par la Direction ! Cela n'a pas traîné : division par division, l'usine débraye et les ouvriers imposent leurs délégués. Les représentants nommés par la Direction sont peu à peu éliminés. Que font les délégués élus ? Ils contrôlent le ravitaillement, les livraisons de

charbon et, d'une façon générale, toutes les questions d'ordre économique intéressant l'entreprise et son personnel : ce sont les mandataires de leurs camarades, à qui ils rendent compte périodiquement de leur mission, au cours de réunions tenues pendant les heures de travail.

Dans la même région, les ouvriers de cinq grosses firmes métallurgiques se sont rassemblés, établissant un cahier commun de revendications, et coordonnant leurs méthodes de lutte.

Un seul caractère distingue les Comités de Coqueril des "soviets" : c'est que, par dégoût des réformistes qui accaparent les syndicats pour le profit des bonzes et des patrons, justement méchants à l'égard de l'aventurisme stalinien, les camarades de cette entreprise refusent systématiquement de comprendre dans leurs objectifs des mots d'ordre politiques. L'horreur de la cuisine social-démocrate est bien compréhensible. Mais la politique ouvrière est autre chose ; le moment approche où les comités de Liège seront amenés à considérer les questions d'organisation sociale, puis le contrôle et la direction même de la production. Le moment approche où les plus acharnés adversaires de la "politique" au sein des comités lanceront eux-mêmes le mot d'ordre : "Tout le pouvoir aux Comités !".

Aux Travailleurs de France

CINQUANTIÈME numéro de guerre ! Cinquantième numéro illégal ! Depuis quatre ans, bravant l'internement, la déportation et la mort, imprimeurs, distributeurs, agents de liaison, militants de Paris et de Province ont assuré la parution de *La Vérité* et sa diffusion. Fendant quatre années, malgré la police de Vichy et la Gestapo, malgré le courant chauvin qui menaçait de l'éteindre, la voix de la IV^e Internationale a été entendue par vous.

Camarades ! Vous connaissez maintenant notre doctrine, notre programme, nos mots d'ordre. Notre doctrine : celle de Marx, de Lénine et de Trotsky, celle de la libération des travailleurs à travers la lutte des classes, qui s'achèvera par le renversement de la société capitaliste ; celle de la révolution permanente.

Notre programme : la lutte contre la guerre impérialiste, le regroupement des forces prolétariennes dispersées par la répression et les trahisons ; l'armement politique et physique de la classe ouvrière et de son avant-garde, en vue de la prise du pouvoir.

Nos mots d'ordre : le Front Ouvrier, la fraternisation des prolétaires de tous les pays, le contrôle ouvrier sur la production et les échanges.

Camarades ! De partout, malgré les obstacles de l'illégalité, vous nous demandez une diffusion plus large. Lassés des trahisons répétées des organisations traditionnelles ; P.S., P.C., etc., mais gardant un espoir intact en la Révolution mondiale, convaincus de la mission historique de la classe ouvrière, vous vous rassemblez autour de notre journal, le passez de mains en mains, le discutez. Vous répondez à ses appels. Cela nous permet de surmonter les pires difficultés.

Le grand Parti des Travailleurs se forge ainsi dans l'ombre. Il se durcit dans l'épreuve et le sacrifice. Il vaincra.

LA RÉDACTION.

REFRACTAIRES : ORGANISEZ-VOUS !

Nous sommes heureux de reproduire ci-dessous quelques extraits d'un article publié dans l'organe clandestin des ouvriers de Bretagne, organe où s'expriment librement différentes tendances révolutionnaires et des isolés, groupés en un seul Front Ouvrier.

" Nous sommes trahés. Il nous faudrait, au partir les menottes aux mains, ou ne pas mettre le nez dehors. Mais comment vivre ?... Tous, nous connaissons la magnifique résistance des gars de la Haute-Savoie, et surtout, les jeunes forment des groupes de résistance collective. Que ce soit dans les bois de la région ou dans la forêt de Pontigny, en Bourgogne, les jeunes se sont très bien organisés (campement, vols de tickets dans les mairies, organisation sanitaire, etc.). Nous avons le soutien de toute la population. Il s'agit de prouver aux paysans, aux fonctionnaires qui peuvent et veulent nous aider que nous sommes capables de résister et de bien résister. C'est-à-dire, résister en nous organisant..."

" ... Formons dès maintenant des groupes de bons copains qui sauront où, quand et comment mettre en commun leurs possibilités de subsistance, leur matériel de camping, leur connaissance des lieux et des moyens de ravitaillement dans telle ou telle région."

" ... Les responsables du regroupement, les liaisons avec les familles, du ravitaillement par tous les moyens, devront être choisis par nous. Des jeunes ouvriers, comme nous. Les plus hardis, les plus dévoués, les plus intelligents."

" ... Prévoyons et préparons entre gars sûrs de bonnes équipes qui sauront au besoin kidnapper les tickets d'alimentation, faucher les armes là où il y en a (postes de police, etc.). Enfin, prévoyons les liaisons avec ceux et celles qui restent. Les plus jeunes, pas encore visés, nos camarades jeunes filles et femmes, doivent nous aider dans toute la mesure de leurs moyens (ravitaillement, tabac, etc.)."

" Mais nous savons aussi que si nous pouvons envisager une telle résistance, c'est grâce à la sympathie de plus en plus active des prolétaires de la Wehrmacht. Partout, fraternisons avec eux, causons-leur, montrons-leur que, ne les considérant pas comme des sales boches, nous luttons contre notre oppresseur commun : Hitler ! Et nous luttons contre l'oppression nazie sur l'Europe, mais à notre compte. Nous ne voulons pas subir l'hitlérisme, mais pas davantage la botte du royaliste de Gaulle ou celle du fasciste Giraud..."

Le rédacteur de cet article (un jeune qui a pris le maquis), a très bien vu l'ensemble des problèmes posés aux réfractaires. Cependant, nous ne saurions trop insister sur deux aspects de la question, que sa situation même lui a fait négliger :

1^o C'est très bien de dire "les paysans sont avec nous", mais il ne suffit pas, pour maintenir des liens de solidarité étroits entre eux et nous, de leur montrer que nous savons bien résister. Il faut surtout, ne pas apparaître à leurs yeux, à la longue, comme des pillards, des fainéants ou des plaqués. Il faut leur montrer par des actes que nous ne sommes pas indifférents à leurs préoccupations. Les aider si possible dans leurs travaux, porter secours aux paysans travailleurs en lutte contre les réquisitions, aux prises avec la voracité des gros propriétaires. Leur rendre, d'une manière ou d'une autre, la contre-partie des sacrifices qu'ils font pour nous. Leur prouver que le travailleur de la ville les comprend et qu'il n'est pas le profiteur ou gros salaire et au bec enfaniné. Il faut lier leurs revendications aux nôtres et combattre avec eux.

2^o Pas un mot des liaisons avec l'usine ! Camarades, votre sort est inséparable de celui des ouvriers des usines et des chantiers. Vous n'avez pas à vous spécialiser définitivement dans le rôle de "bandit corse" que vous impose le régime d'oppression d'Hitler-Pétain. Que les tâches de l'organisation de la résistance vous absorbent ne doit pas vous faire rompre tout lien avec ceux qui luttent aussi, par d'autres moyens, à l'usine et au chantier ; avec ceux que vous retrouverez à vos côtés dans les luttes de demain.

Partout, dans le maquis, dans les campagnes, dans les usines et les chantiers de France et d'Allemagne, le combat est le même : Front Ouvrier pour le rassemblement des travailleurs contre la bourgeoisie et ses nerfs.

Dans les cantines d'usine

Chez les Cheminots

Les 12 et 13 Juillet, une conférence de prisonniers de guerre allemands se réunissait à Moscou, et, dans un manifeste signé par plus de cent généraux, officiers, personnalités catholiques, protestantes, etc., a appelé le peuple allemand à rompre avec Hitler pour sauver l'Allemagne. Un Comité National de l'Allemagne libre est constitué ; il se considère comme le représentant du peuple allemand en Union Soviétique. La Pravda accorde la plus grande importance à cette affaire. Il s'agit, en réalité, d'une opération calquée sur l'entretien à Londres de gouvernements bourgeois émigrés.

A propos de la responsabilité de la guerre et de la défaite qui vient, le manifeste en question ignore l'existence du capitalisme allemand et que celui-ci mène tout en Allemagne, la politique, comme la guerre. « Hitler, lit-on, est responsable de tout. » Voilà qui est simple. C'est un méchant homme qui est la cause de tout. Mais comment est-il venu au pouvoir ? Comment et avec qui gouverne-t-il ? Et pour le profit de qui ? Un comité révolutionnaire — facile à former à Moscou, et dont l'appel eut été retentissant dans l'Allemagne d'aujourd'hui, au bord de la défaite — pouvait seul donner la réponse : Hitler n'est rien sans les capitalistes ; ce sont les responsables. Viser Hitler, sans démasquer le capitalisme, c'est accuser le chapeau des crimes que la tête décide. Punir Hitler, sans renverser le capitalisme, ce serait punir le chapeau sans faire tomber la tête qui le porte.

Mais les objectifs du comité allemand de Moscou sont rien moins que révolutionnaires. « Nous avons pour but, dit le manifeste, l'abolition des lois de haine nationale et raciale, l'abolition du pouvoir hitlérien, le retour à la liberté religieuse, de pensée, de parole, de réunion, de presse, le droit de conserver les biens légitimement acquis et le retour à leurs légitimes propriétaires des biens volés par les hitlériens. » Il n'est question que de sauvegarder la propriété privée. A Moscou, aujourd'hui, on juge la propriété bourgeoise légitime. Au moment même où, dans le monde entier, les travailleurs — qui n'ont pas tout oublié et qui trouvent illégitime que les capitalistes s'enrichissent de leur misère, de leur sang, de leur privation des droits et libertés élémentaires — sentent se rassembler leurs forces pour la prochaine révolution.

Et tout cela n'est rien. Nous citons toujours : « D'autre part, le Comité National de l'Allemagne Libre accordera une amnistie aux partisans de Hitler qui s'en détacheront à temps (c'est dire qu'il est encore temps) et adhéreront à l'Allemagne libre. » A part ça : « Les fauteurs de guerre seront traduits en jugement de façon équitable mais impitoyable » lit-on un peu plus loin. Les fauteurs de guerre ? Lesquels ? Puisqu'il n'y a pas de capitalisme responsable et que les nazis sont invités à se transformer en libérateurs. « Hitler seul », sans doute !

Comme consigne immédiate : « Accepter la défaite » (Mais dans l'ordre et le respect de la propriété privée. Car ce sont les nazis qui menacent les propriétés légitimes, ce sont eux les vilains socialistes. Comme les communistes étaient d'ardents patriotes, tandis que les Versaillais n'avaient pas de patrie — voir La Vérité, n° 49). Le manifeste termine : « Soldats et officiers allemands sur le front ! Vous avez des armes. Gardez-les. Sous la conduite de vos chefs actuels, servez-vous en pour frayer votre chemin vers les frontières de la patrie... » Sous la conduite de vos chefs actuels ! Vous entendez bien ? Ne retournez pas vos armes contre votre bourgeoisie. Vos chefs actuels. Les chefs des soldats et des officiers. Ces fascistes, ces réactionnaires de la vieille école, ne les arrêtez pas, ne les

A la Lorraine. — « On se plaignait déjà de la cantine depuis pas mal de temps. Et puis, un beau jour, on a compris pourquoi, malgré les facilités du ravitaillement en commun, la chère était si maigre. Le dirigeant de la cantine avait trouvé tout simplement que c'était là une bonne planque pour couvrir ses affaires de marché noir. La camionnette de la cantine servait au trafic de victuailles qui ne nous étaient pas destinées. Légumes, fruits, jusqu'à des cochons vivants nous passaient sous le nez. Et le dirigeant trouvait que tout allait bien : il ne bouffe pas avec nous.

« Alors, il y a 15 jours, on en a eu marre, on a pris le type, on l'a lynché. On aurait dû le pendre. Les flics sont venus depuis pour protéger le bandit. Mais tout de même, on a réussi à le faire foutre à la porte. D'ailleurs, ce n'est pas fini. On trouve ici que c'est trop commode et que son successeur pourra, comme lui, se payer notre tête si nous n'allons pas plus loin que ces repréailles individuelles. »

Chez Caudron, à Billancourt. — Manifestations des gars à cause de la cantine. Cela a fait assez de bruit pour que les Allemands viennent fourrer leur bec dans l'histoire. Mais tout de même, depuis les protestations collectives, l'ordinaire s'est amélioré.

Camarades de la Lorraine et de chez Caudron, vous avez obtenu satisfaction parce que vous avez agi ensemble. Ensemble, vous pourrez empêcher définitivement les trafiquants de se gouverner à vos dépens, en revendiquant, en imposant le contrôle ouvrier sur la cantine d'usine. Unissez-vous, organisez-vous ! Seules ces méthodes de masse, celles du Front Ouvrier, vous permettront d'arracher vos revendications.

Dans les Balkans. — Grève générale à Athènes. Grève de 3 jours à Bucarest. Les ouvriers secouent le joug des dictatures fascistes ou militaires. Le régime capitaliste, cause de l'esclavage et de la mort de millions de travailleurs, ne survivra pas à la guerre qu'il a provoquée.

APRÈS LES GRÈVES PORTUGAISES

Par un sauvage répression, Bothelo Moniz, ministre de la guerre, a pu provisoirement mater le mouvement ouvrier portugais. Aidé par sa Légion, il s'est substitué aux organismes professionnels réfractaires et a prononcé la mobilisation de l'industrie. L'interdiction de réemploi, la déportation des grévistes aux îles du Cap Vert et l'emprisonnement des responsables maintient que les trafiquants d'armes, les banquiers, les gros industriels et les jésuites portugais ne sont pas décidés à abandonner leurs privilèges ni les bénéfices qu'ils tirent de la guerre des autres.

Mais aucun des envoyés spéciaux de la presse aux ordres des nazis n'a pu dissimuler le caractère profond et grandiose de la révolte.

André du Bief, plume de *Le Matin*, avoue cyniquement que là-bas les travailleurs crèvent de faim. « Le pain est rare... il est des villes où, depuis des mois on n'a touché qu'un quart d'huile par personne ». Et, par de savants calculs, il arrive à ce résultat que la paie journalière d'un ouvrier (10 escudos) lui permet d'acheter 2 kgs de pommes de terre, un point, c'est tout.

désarmez pas. Ne faites pas la Révolution. C'est de Moscou qu'on vous dit cela aujourd'hui.

Il s'agit d'une manœuvre impudente contre la Révolution. Hitler n'est plus suivi par l'ensemble de la bourgeoisie. Des hommes d'affaires et des chefs de la Reichswehr aspirent à se débarrasser du sauveur d'hier, comme la bourgeoisie italienne a soufflé Mussolini. Staline, après avoir trahi le léninisme à chaque occasion, après la dissolution du Komintern, utilise maintenant la crise allemande en soutenant, contre Hitler, les financiers et les généraux. Depuis combien de mois la bourgeoisie allemande se sépare-t-elle donc d'Hitler ? Combien de semaines ?

Le prolétariat allemand, lui qui l'a combattu depuis le premier jour, qui a été saigné, baillonné et sur-exploité, en avait marre de la guerre quand la bourgeoisie croyait tenir la victoire et chantait sa louange à Hitler. Mais, si le soutien du prolétariat allemand ne vient pas de Moscou, il vient et viendra de plus en plus du monde entier, de la classe ouvrière combative et révolutionnaire, et, à l'avant-garde, de la jeune IV^e Internationale !

PROLET ALLER LAENDER
VEREINIGTE EUCH !

A Tergnier (Aisne). — La population manifeste, le 14 Juillet, au monument aux morts. La Gestapo arrive et arrête le lendemain dix otages, dont deux cheminots. Le 16, une délégation des cheminots s'adresse à la direction de la S.N.C.F. et lui demande d'intervenir pour la libération de leurs camarades. Aucun résultat, malgré la menace de grève et le débrayage effectif, de 14 h. 25 à 15 h. Mais, le 17, la délégation revient à la charge et déclare que les cheminots sont prêts à débrayer sur tout le réseau du Nord. Les gros bonnets et les flics nazis prennent peur. Les deux camarades sont libérés.

Voilà encore une forme de l'action de masses, concertée ; cette fois, il a été possible d'agir légalement, ouvertement. Seuls les copains qui sont sur le tas peuvent décider à ces moments-là si c'est la méthode qui convient. A cette occasion, il est évident que cela valait beaucoup mieux que de descendre deux Allemands... et de laisser les deux gars en tôle.

Du Pain !

A Kerlizon, en Bretagne, les ouvriers qui se présentèrent, le mois dernier, à la mairie virent leurs rations de pain réduites par la grâce des décisions de Laval sur le rationnement des campagnes.

Dès le début de juin, le pain disparut des boulangeries : une livre par semaine et par personne.

Aussi, le 15, c'est aux cris de « Du pain, à mort Laval ! » que les ménagères manifestent devant la mairie. Une délégation est nommée, mais le maire ne peut la recevoir : il a fiévu le camp. Les flics arrivent à la rescousse, mais le mouvement menace de s'étendre. Et, depuis deux heures que cela dure, la sortie des usines est proche. Les manifestantes obtiennent la promesse qu'il y aura du pain et qu'aucune d'entre elles ne sera inquiétée.

Autrement, il peut prendre un repas par jour au restaurant (7 à 8 escudos), ou jeter pendant une semaine pour s'acheter le « chapeau utilitaire, économique et national » (65 escudos), ou encore pendant 2 mois pour acheter un complet (600 escudos).

Nous sommes bien loin de connaître en France, malgré l'occupation allemande, malgré le règne des affameurs, des conditions aussi misérables. Le régime de Salazar, qui, ne l'oublions pas, est le Laval des impérialistes anglais et américains, dépasse en horreur ce que les hitler, Pétain et consorts ont fait de pis. Le chroniqueur à gages du *Matin* ne manque pas de s'émerveiller de ce que le gouvernement portugais « a dû s'interdire (sic), depuis 15 ans, toute élévation de salaire » !

C'en est assez ! Que Salazar et Moniz préparent leurs valises s'ils veulent échapper à la corde. Le premier grand ébranlement social, contre coup de la chute de Mussolini, a secoué le Portugal. D'autres suivront à l'occasion de la Révolution qui, à travers toute l'Europe, balaira les dictateurs, leurs commanditaires capitalistes et leurs Légions.

JUSTICE !

Une avorteuse, Louise Lampérière, condamnée à mort, le 8 Juin, par le Tribunal d'Etat, vient d'être exécutée. L'ignoble sentence qui a été rendue nous donne la mesure de l'équité et du « bon sens » des juges bourgeois. Dans la cervelle de ces brutes, n'est pas criminel le flic qui assassine, le général qui « grignote » l'ennemi, le mercanti qui affame les travailleurs et leurs gosses : ceux-là ne font que défendre l'ordre et le profit capitalistes, et leurs meurtres ne sont que de négligeables accidents du travail.

Mais délivrez une mère abandonnée, affolée par la misère ou la moralité des bien-pensants, criez au Moloch sanglant : « Celui là au moins, tu ne l'auras pas ! », et vous serez aux yeux de ces infects gredins, pire criminel que si vous aviez tué pire et mère. La bourgeoisie n'admet pas que l'on puisse soustraire à sa domination une seule de ses victimes. Elle n'a pas assez de la propriété des biens ; il lui faut celle des corps. L'enfant lui appartient avant d'appartenir à la mère.

Peut-être les enfants que Louise Lampérière a supprimés ne demandaient-ils qu'à vivre, à connaître dès les premières heures de leur existence la faim et le hurlement des sirènes !

L'ordre social que les juges du Tribunal d'Etat ont défendu en assassinant l'avorteuse, ne demande qu'à mourir dans la honte et l'horreur qu'il a engendrées. L'édifice s'écroulera bientôt, ensevelissant sous ses débris ses juges, ses flics, ses curés et les codes de sa morale de classe.

Nous ne pouvons, faute de place, insérer dans cette feuille les articles relatifs à la situation anglaise. Ces articles feront l'objet d'une publication spéciale, en supplément à ce numéro, et qui paraîtra incessamment.